



CHAPITRE 102

Loi concernant la cité de Salaberry-de-Valleyfield

[Sanctionnée le 5 juillet 1968]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité de Salaberry-de-Valleyfield a, par sa pétition, représenté:

Qu'en vertu de ses règlements 571 et 576, elle a dépensé la somme de \$1,060,000 pour la construction d'installations portuaires dans ses limites;

Qu'en vertu de conventions intervenues le 12 avril 1965 et le 4 novembre 1965 entre elle et Sa Majesté la Reine, du chef du Canada, Sa Majesté a contribué la somme de \$846,975 au coût des installations portuaires ci-dessus mentionnées;

Qu'en vertu desdites conventions, elle doit:

a) à compter de la fin des travaux de construction des installations portuaires, assumer, à ses frais, l'entretien, l'administration, la gérance et le contrôle des installations portuaires et des terrains où elles sont construites;

b) permettre l'accès aux installations portuaires par terre et par eau à quiconque désirerait en faire usage pour des fins relatives à des opérations normales pour ce genre d'installations portuaires;

c) n'exiger des usagers des installations portuaires aucun péage ou droit autres que ceux prévus par les règlements sur les quais de l'état adoptés par le gouverneur général en conseil sous l'empire de la Loi sur les ports et jetées de l'État (Statuts révisés du Canada, 1952, chapitre 135);

Qu'en vertu desdites conventions, elle peut adopter les règlements qu'elle juge

CHAPTER 102

An Act respecting the city of Salaberry-de-Valleyfield

[Assented to 5th July 1968]

WHEREAS the city of Salaberry-de-Valleyfield has by its petition represented:

That under its by-laws 571 and 576 it spent the sum of \$1,060,000 for the construction of harbour installations within its limits;

That under agreements made on the 12th of April 1965 and the 4th of November 1965 between it and Her Majesty the Queen in right of Canada, Her Majesty contributed the sum of \$846,975 toward the cost of the above-mentioned harbour installations;

That under the said agreements it must:

(a) from the termination of the construction works on the harbour installations, undertake at its own expense the maintenance, administration, management and control of the harbour installations and the land on which they are built;

(b) grant access to the harbour installations, by land or water, to anyone wishing to make use thereof for purposes relating to normal operations for such type of harbour installations;

(c) require from the persons using the harbour installations no tolls or dues other than those provided by the regulations respecting Government wharfs made by the Governor-General in Council under the Government Harbours and Piers Act (Revised Statutes of Canada, 1952, chapter 135);

That under such agreements it may make such by-laws as it deems useful

Preamble.

utiles relativement à l'usage et à l'administration des installations portuaires;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi pour donner suite aux conventions ci-dessus mentionnées et qu'il est à propos d'accéder à cette demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

respecting the use and administration of the harbour installations;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act to give effect to the above-mentioned agreements and it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

Interprétation:

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

« cité »;

a) « cité »: la Cité de Salaberry-de-Valleyfield;

« conseil »;

b) « conseil »: le conseil de la Cité de Salaberry-de-Valleyfield;

« société »;

c) « société »: la Société du Port de Valleyfield constituée par l'article 2;

« administrateur ».

d) « administrateur »: un membre de cette société.

1. In this act, unless the context indicates a different meaning, the following terms mean:

(a) "city": the city of Salaberry-de-Valleyfield;

(b) "council": the council of the city of Salaberry-de-Valleyfield;

(c) "corporation": the Valleyfield Harbour Corporation constituted by section 2;

(d) "director": a member of such corporation.

Constitution. Nom.

2. Une société est constituée sous le nom de « Société du Port de Valleyfield ».

2. A corporation is constituted under the name of "Valleyfield Harbour Corporation".

Pouvoirs.

3. La société est une corporation au sens du Code civil et elle est investie des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

3. The corporation shall be a corporation within the meaning of the Civil Code and shall have the general powers of such a corporation, with such special powers as are assigned to it by this act.

Objet.

4. Sous réserve des restrictions contenues dans la présente loi, la société a pour objet d'améliorer, d'entretenir et d'administrer tous les biens meubles et immeubles destinés à l'administration du port de Valleyfield.

4. Subject to the restrictions contained in this act, the objects of the corporation shall be to improve, maintain and administer all the moveable and immoveable property to be used for the administration of the harbour of Valleyfield.

Composition.

5. La société est composée d'un président, qui agit comme administrateur général et, *ex officio*, du gérant de la cité et du greffier de la cité.

5. The corporation shall consist of a president, who shall act as general director, and the city manager and city clerk *ex officio*.

Président-administrateur général.

6. Le président-administrateur général est nommé par une résolution du conseil qui doit être approuvée par la Commission municipale de Québec.

6. The president-general director shall be appointed by a resolution of the council which must be approved by the Québec Municipal Commission.

Rémunération.

7. Le président-administrateur général de la société reçoit comme rémunération annuelle une somme de \$12,000 et comme allocation annuelle une somme de \$4,000

7. The president-general director of the corporation shall receive as annual remuneration a sum of \$12,000 and as an annual allowance a sum of \$4,000 for

pour frais de déplacements et autres dépenses, en sus des dépenses réelles occasionnées par sa charge.

travelling and other expenses, in addition to the actual expenses incurred by his office.

Mandat.

8. Le mandat du président-administrateur général est de dix ans. Il peut interjeter appel d'une décision le destituant à la Commission municipale de Québec, suivant les dispositions de l'article 69a de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193).

8. The term of office of the president-general director shall be ten years. He may appeal from any decision removing him to the Québec Municipal Commission in accordance with section 69a of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193).

Term of office.

Services gratuits.
Dépenses.

9. Les services des membres de la société, à l'exception de ceux du président-administrateur général, sont gratuits. Ils ont cependant droit d'être remboursés des dépenses réelles encourues dans l'exercice de leur charge, lorsque ces dépenses sont autorisées par la société.

9. The services of the members of the corporation except those of the president-general director shall be gratuitous. They shall however be entitled to reimbursement of actual expenses incurred in the performance of their duties, when such expenses are authorized by the corporation.

Gratuitous services.
Expenses.

Quorum.

10. Le quorum des séances de la société est de deux membres.

10. Two members shall constitute a quorum at sittings of the corporation.

Quorum.

Un vote par membre.

11. Chaque membre de la société, y compris le président, a droit à un vote. En cas d'égalité des voix, le président-administrateur général a un vote prépondérant. Toutefois, un membre de la société, autre que le président-administrateur général, qui préside une assemblée, n'a pas de vote prépondérant.

11. Each member of the corporation, including the president, shall be entitled to one vote. In the case of a tie vote, the president-general director shall have a casting-vote. However, no member of the corporation other than the president-general director who presides at a meeting shall have a casting-vote.

One vote per member.

Vacance.

12. La fonction d'administrateur devient vacante par le décès du titulaire, sa démission, sa destitution ou par l'expiration de son mandat.

12. The office of director shall become vacant upon the death of the holder, his resignation or dismissal or the expiration of his term of office.

Vacancy.

Employés.

13. La société peut, aux conditions qu'elle détermine, nommer les employés dont elle a besoin et louer les services de techniciens, d'experts, de conseillers juridiques, d'ingénieurs, de vérificateurs et d'autres personnes, pour la réalisation de ses objets, à la condition que les dépenses occasionnées par ces nominations et ces locations de services soient prévues au budget de la société.

13. The corporation, on such conditions as it determines, may appoint the employees that it needs and hire the services of technicians, experts, legal advisers, engineers, inspectors and other persons for the carrying out of its objects, provided that the expenses incurred by such appointment and hiring of services be provided for in the budget of the corporation.

Employees.

Règlements.

14. La société peut adopter des règlements pour sa régie interne et la conduite des affaires qui lui sont soumises. Elle peut aussi permettre l'accès aux installations portuaires par terre et par eau à quiconque désire en faire usage pour des

14. The corporation may make by-laws for its internal management and the conduct of the affairs submitted to it. It may also permit access to such harbour installations, on land or water, to whoever wishes to make use thereof for purposes

By-laws.

fins relatives à des opérations normales pour ce genre d'installations portuaires. Toutefois, la société ne peut exiger des usagers des installations portuaires aucun péage ou droit autres que ceux prévus par les règlements sur les quais de l'état adoptés par le gouverneur général en conseil sous l'empire de la Loi sur les ports et jetées de l'État (Statuts révisés du Canada, 1952, chapitre 135).

relating to normal operations for such type of harbour installations. However the corporation shall require from the persons using the harbour installations no tolls or dues other than those provided by the regulations respecting Government wharfs made by the Governor-General in Council under the Government Harbours and Piers Act (Revised Statutes of Canada, 1952, chapter 135).

Secrétaire-trésorier.

15. Le trésorier de la cité est le secrétaire-trésorier de la société.

15. The treasurer of the city shall be the secretary-treasurer of the corporation. Secretary-treasurer.

Actif et passif.

16. L'actif actuel du port de Valleyfield, consistant en terrains, bâtisses, quais, docks, baux et autres accessoires, demeure la propriété de la cité, tout comme l'actif qui pourra être acquis dans l'avenir. Le passif, consistant, mais non exclusivement, en obligations émises ou autorisées, ou en emprunts bancaires, demeure à la charge de la cité. La société n'a que l'administration de ces biens.

16. The present assets of the harbour of Valleyfield, comprising lands, buildings, wharfs, docks, leases and other accessories shall remain the property of the city, as shall assets that may be acquired in the future. The liabilities, consisting, though not exclusively, of bonds issued or authorized, or bank loans, shall remain payable by the city. The corporation shall only administer such property. Assets and liabilities.

Année financière.

17. L'année financière de la société débute le premier janvier pour se terminer le 31 décembre.

17. The fiscal year of the corporation shall begin on the first of January and end on the 31st of December. Fiscal year.

Budget annuel.

La société doit préparer un budget annuel. Le total du service de la dette encourue par la cité pour les installations portuaires, y compris les obligations émises à ces fins et les emprunts bancaires contractés pour les mêmes fins, doivent apparaître comme dépenses au budget de la société.

The corporation shall prepare an annual budget. The total amount of the service of the debt incurred by the city for harbour installations, including bonds issued for such purposes and bank loans contracted for the same purposes, shall appear as expenses in the budget of the corporation. Annual budget.

Projet de budget.

Le projet de budget de la société doit, avant le premier novembre, être soumis au conseil qui a le pouvoir de le modifier. Si le conseil n'adopte pas ce projet de budget avant le 31 décembre, le budget soumis par la société devient automatiquement en vigueur à compter du premier janvier.

Before the first of November, the draft budget of the corporation shall be submitted to the council which may change it. If the council does not adopt such draft budget before the 31st of December, the budget submitted by the corporation shall come into force automatically from the first of January. Draft budget.

Fonds.

Jusqu'à sa première année financière, la société administre les fonds qui sont mis à sa disposition par le conseil.

Until its first fiscal year, the corporation shall administer the funds placed at its disposal by the council. Funds.

Revenus.

18. La société perçoit tous les revenus provenant de l'exploitation du port de Valleyfield. Ces revenus doivent d'abord être imputés au paiement du service de la dette, ensuite au paiement des intérêts et remboursements sur emprunts bancaires, et enfin aux dépenses d'adminis-

18. The corporation shall collect all the revenue derived from the operation of the harbour of Valleyfield. Such revenue shall first be used for the payment of the debt service, and then for the payment of the interest and repayment of bank loans and finally for admin- Revenue.

tration. Tout surplus non affecté au fonds de réserve ou à la réalisation d'améliorations doit être versé au fonds industriel de la cité, pour être utilisé conformément à la Loi des fonds industriels (Statuts refondus, 1964, chapitre 175). Son déficit d'administration est à la charge de la cité.

istration expenses. Any surplus not appropriated for the reserve fund or for carrying out improvements shall be paid into the industrial fund of the city, to be used in conformity with the Industrial Funds Act (Revised Statutes, 1964, chapter 175). Any administration deficit shall be charged to the city.

Em-
prunts.

19. Sur rapport de la société, la cité est autorisée à contracter tous emprunts jugés nécessaires pour l'organisation, l'exploitation, l'acquisition de biens meubles ou immeubles, l'entretien, la réparation et le développement des installations portuaires. Les dispositions de la charte de la cité, celles de la Loi des cités et villes, celles de la Loi des dettes et des emprunts municipaux et scolaires et celles de la Loi de la Commission municipale s'appliquent à ces emprunts contractés par voie de billets promissaires ou d'émission d'obligations.

19. Upon a report of the corporation, ^{Loans.} the city is authorized to effect such loans as are deemed necessary for the organization, operation and acquisition of moveable and immoveable property and the maintenance, repair and development of the harbour installations. The provisions of the charter of the city, those of the Cities and Towns Act, The Municipal and School Debt and Loan Act and The Municipal Commission Act shall apply to such loans made by means of promissory notes or bond issues.

Prêts.

20. Sous réserve de l'approbation de la Commission municipale de Québec, la cité est autorisée à prêter, à même ses fonds généraux, à la société les sommes dont elle a besoin pour les fins d'opération du port de Valleyfield.

20. Subject to the approval of the ^{Idem.} Québec Municipal Commission, the city is authorized to lend to the corporation, out of its general funds, such sums as it may need for the purposes of operating the harbour of Valleyfield.

Droit
d'em-
prunter.

21. La cité a toujours eu le droit d'emprunter par règlements ou par billets promissaires et de dépenser les sommes nécessaires à la construction de quais, bâtisses et autres accessoires nécessaires à la mise en opération du port de Valleyfield et de passer des baux concernant les terrains du port de mer, des contrats relatifs à des subventions fédérales, des contrats pour la construction des installations portuaires et des contrats relatifs à l'utilisation de partie ou de la totalité des terrains et des installations portuaires de la cité.

21. The city has always had the right ^{Power to borrow.} to borrow by by-law or by promissory notes and expend the sums necessary for the construction of wharfs, buildings and other accessories necessary to begin the operation of the harbour of Valleyfield and make leases respecting the lands of the seaport, contracts relating to federal subsidies, and construction of harbour installations and those relating to the use of part or all of the lands and harbour installations of the city.

Disposi-
tions ap-
plicables.

22. La construction et l'administration du port de Valleyfield est une fonction municipale régie par les dispositions de la charte de la cité et celles de la Loi des cités et villes.

22. The construction and admin- ^{Provisions to apply.} istration of the harbour of Valleyfield shall be a municipal function governed by the provisions of the charter of the city and those of the Cities and Towns Act.

Entrée en
vigueur.

23. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

23. This act shall come into force on ^{Coming into force} the day of its sanction.